Premières impressions après le Brexit

«Ne vous trompez pas. Le vote par la Grande-Bretagne pour quitter l'UE est le coup le plus nuisible jamais infligé à l'ordre international libéral et démocratique créé sous l'égide des Etats-Unis après 1945. La boîte de Pandore est bel et bien ouverte ». L'auteur de ces lignes n'est pas un gauchiste se félicitant de la défaite de cet ordre mondial, vaincu par les travailleurs britanniques. Au contraire, il s'agit du jugement du très libéral Tony Barber, responsable des questions internationales à la rédaction du Financial Times de Londres (édition des 25-26 juin 2016).

En effet, ce vote constitue un événement majeur qui aura des répercussions bien au-delà du Royaume-Uni. Pas très uni, d'ailleurs.
Le Royaume-Uni est l'une des principales puissances impérialistes de la planète et Londres (« la City ») est, par le volume et l'ampleur de ses transactions, le plus important centre financier du monde. Il constitue en effet une des pièces maîtresses de l'ordre mondial dont parle Barber et joue en particulier un rôle de pivot entre les Etats-Unis et l'Union Européenne. Son appartenance à l'UE est utile à celle-ci, sur le plan politique et économique, ainsi qu'à l'hégémon états-unien. En revanche, l'importance de son secteur financier signifie qu'il n'a aucun intérêt à adopter l'euro, une monnaie contrôlée depuis Francfort. Il n'a jamais non plus été attiré par le projet d'une Europe fédérale, qui limiterait ses marges de manœuvre. Il a pu négocier son appartenance à l'Union avec une série d'exemptions, notamment concernant l'euro et la zone Schengen.

Ces arrangements, défendus par David Cameron et son courant du Parti conservateur, ainsi que par la droite, majoritaire dans la fraction parlementaire, du Parti travailliste. Ils

correspondent aux intérêts bien compris des secteurs largement majoritaires des classes dirigeantes – la City, les banques, les multinationales, une large majorité du grand capital. Qui ont logiquement apporté leur soutien à Cameron dans la campagne référendaire.

Il existe un point de vue minoritaire, défendu notamment par une forte minorité du Parti conservateur au Parlement, selon lequel le Royaume-Uni ferait mieux sur la scène internationale en dehors de l'UE. Ce point de vue a été expliqué par un des responsables parlementaires conservateurs, Chris Grayling. Il fallait «libérer la Grande-Bretagne d'une Europe en grande difficulté, où nous étions confrontés à une marginalisation croissante, alors que [l'UE] déterminait de plus en plus la façon dont nous travaillons. Les directives de l'UE ont déjà nui à la City et aux milieux d'affaires au Royaume-Uni ». (Financial Times, 27 juin, 2016)

Assez minoritaire dans les rangs conservateurs pendant les années 1990, ce courant a gagné en importance ces derniers temps, au fur et à mesure que le fédéralisme autoritaire de l'UE et surtout de la zone euro se renforçait. Autre phénomène qui renforçait ce courant : la preuve croissante apportée par l'UKIP de Nigel Farage (4 millions de voix aux élections législatives de 2015) qu'il était possible de mobiliser un soutien populaire pour une sortie de l'Union.

C'est pour mettre fin aux divisions dans les rangs du Parti conservateur que David Cameron a promis un référendum sur la question, lequel a finalement eu lieu le 23 juin avec le résultat que l'on sait.
Il n'y a pas qu'une seule boîte de Pandore, mais plusieurs. Il y a en effet celle dont parle Barber, sur le plan international. Mais au Royaume-Uni, David Cameron en a ouvert une autre en transposant le débat sur l'Europe des cercles du pouvoir et du Parlement devant la masse de la population, qui s'en est saisie pour exprimer ses propres préoccupations.
Commençons par voir rapidement qui a voté comment et pourquoi.

(On utilisera les mots anglais Leave, pour quitter l'UE et Remain pour y rester.)

En termes de groupes d'âge, les choses sont assez claires : ceux qui ont voté Leave vont de 27% des 18-24 ans à 60% des plus de 65 ans.
En termes d'appartenance politique, 58% des électeurs conservateurs ont voté Leave, représentant 40% du Leave total ; pour les électeurs travaillistes, c'est 37%, 20 % du Leave total.

En termes de classe sociale, on utilise en Grande-Bretagne l'échelle ABCDE, allant des plus riches aux plus pauvres. Le seul groupe où Remain était majoritaire, à 57%, est AB, les couches les plus aisées, cadres supérieurs, professions libérales etc. C1, classes moyennes supérieures : 51% Leave, 49% Remain. Pour le reste, C2DE, allant des classes moyennes inférieures aux couches populaires, c'était 64% Leave, 36% Remain. Mais il faut signaler que dans certaines grandes villes populaires, entre autres Cardiff et Liverpool, Remain était majoritaire à environ 60%. Et dans le vote à Londres (globalement 60% Remain, 40% Leave) il y avait aussi bien les quartiers populaires à la population multiculturelle que les beaux quartiers.

Mais dans le vote Leave, de manière très significative, il y avait des centaines de villes de taille petite ou moyenne, des villes industrielles devenues post-industrielles, dont beaucoup ne se sont jamais remises de la destruction de l'industrie par Thatcher dans les années 80. Il y avait aussi, bien sûr, les zones rurales et les banlieues aisées conservatrices.

Les motivations des votants :

Leave : « le principe que les décisions concernant le Royaume-Uni devraient être prises au Royaume-Uni », 49% ; « partir offre la meilleure chance de reprendre le contrôle sur

l’immigration et les frontières », 33% ; « rester ne nous laisserait aucun contrôle sur l’expansion ou les pouvoirs de l’UE à l’avenir », 13%. Seulement 6% ont pensé que du point de vue économique le Royaume-Uni irait mieux dehors.

Remain : si on quittait l’UE, les risques pour l’économie, l’emploi, etc., seraient trop importants, 43% ; en restant, le Royaume-Uni aurait « le meilleur des deux mondes » – accès au marché unique sans faire partie de Schengen ou de l’euro, 31% ; peur d’être « isolés de ses amis et voisins », 17% ; à cause d’un « attachement fort à l’UE et à son histoire, à la culture et aux valeurs partagées », 9%.

Première impression : les partisans du Leave sont plus décidés : ils veulent la souveraineté et le contrôle des frontières (quoi qu’on en pense). Plus de la moitié des Remain citent des raisons négatives, la peur des conséquences d’une sortie. C’est sans doute pourquoi tout le monde disait avant le vote que les partisans du Leave étaient plus motivés pour voter – en sous-estimant pourtant leur nombre. On peut ajouter que pour voter contre le Premier ministre et la majorité de ses députés, le Parti travailliste, la Banque d’Angleterre, les grandes banques et les multinationales qui multipliaient les avertissements sur les conséquences néfastes d’une sortie, il fallait bien être motivé.
A noter aussi le pourcentage extrêmement faible de ceux qui ont voté par entière adhésion à l’UE. On peut penser que ce pourcentage serait plus élevé dans d’autres pays, mais pas beaucoup.

En ce qui concerne les motivations, donc, il y a quand même les 33% qui sont motivés par l’immigration et les frontières. C’est une minorité, mais une minorité significative, et cela a beaucoup marqué la campagne et donné libre cours à l’expression d’idées xénophobes, voire racistes. Mais il faut nuancer. Il y a des noyaux durs de racistes, parfois violents, qu’il faut combattre. Et puis il y a beaucoup de gens sensibles au discours mettant sur le dos des immigrés les

problèmes d'emploi, de logement, des services publics, etc. Et avec ceux-là on peut discuter, en ciblant la responsabilité des gouvernements.

Mais il n'y a pas que le facteur immigration. Dans cette volonté exprimée par la moitié des personnes votant Leave, dans cette idée que les décisions les concernant devraient être prises en Grande-Bretagne, il y a sans doute le souhait que leur gouvernement s'occupe d'eux comme avant. Paradoxalement, « l'avant » auquel ils pensent est moins l'époque avant l'adhésion à l'Union européenne qu'avant la catastrophe qu'était l'offensive thatchérienne, qu'ils le sachent ou non. Ce n'étaient pas les couches les plus politisées, avec des exceptions, qui ont voté Leave. La majorité des électeurs travaillistes et la grande majorité des jeunes ont voté Remain. Cela n'invalide en rien le cri de détresse de beaucoup qui ont voté Leave. Dans sa première «une» après le vote, le Financial Times a parlé d'un «vote qui a été la réflexion d'un rugissement de rage de la part de ceux qui se sentent aliénés de Londres et laissés pour compte par la mondialisation». Un rugissement de rage et une exigence que le gouvernement s'occupe avant tout d'eux – avant les banquiers, avant les riches et, oui, avant les immigrés. Il fallait s'occuper d'eux, les vrais travailleurs, mais aussi les vrais britanniques. S'il y avait un ciment idéologique, c'était le vieux nationalisme anglo-britannique, le legs d'un empire qui n'existe plus. Ce nationalisme-là n'a rien de progressiste et ne peut qu'au mieux mener dans une impasse ; au pire, il peut être exploité par des forces réactionnaires.

La campagne Leave a réussi à fédérer tous ces mécontentements en les tournant vers l'UE. Un travail qui avait déjà été bien entamé par l'UKIP. Il y a là une certaine ironie. On remarque souvent à gauche en Europe que le Royaume-Uni est exempt de certaines clauses sociales. On dit moins souvent qu'il est aussi exempt des règles de la zone euro et du pacte fiscal. Les citoyens britanniques souffrent beaucoup moins que

d’autres des diktats de l’Europe néolibérale. En revanche, ils ont beaucoup souffert de l’austérité, des privatisations et attaques contre l’Etat social de leurs propres gouvernements successifs, conservateurs et travaillistes. Maintenant la situation sera potentiellement plus claire et les vrais adversaires plus visibles. Il semble que parmi la masse des personnes votant Leave il y ait eu peu d’enthousiasme pour les dirigeants de la campagne officielle, Johnson, Gove et d’autres dirigeants conservateurs. Si c’est le cas, elles ont eu raison. Ces gens-là vont les trahir, sans l’ombre d’un doute.

Quelques mots sur la gauche britannique, qui a été divisée dans cette campagne référendaire. D’abord, il y avait un secteur de la gauche qui a fait campagne pour rester dans l’Union européenne sur la base d’une opposition à la campagne Leave, dominée par des forces et des idées réactionnaires. Cela allait de la gauche radicale – le petit parti Left Unity, le courant Socialist resistance et autres – à la plupart des syndicats. Les discours étaient pour le moins critiques envers l’Union européenne, parfois en exagérant un peu ses bénéfices sociaux, parfois sans aucune illusion sur l’UE. L’aile droite blairiste du Parti travailliste a fait campagne sans complexe avec Cameron et sur le même thème : rester, c’est mieux pour le capitalisme britannique. Quant à Jeremy Corbyn, il a mené une campagne globalement correcte, refusant de s’allier avec Cameron et critiquant non seulement l’UE, mais aussi la façon dont la campagne Remain officielle cherchait à gagner en faisant peur aux électeurs.

Il y avait aussi une campagne « Lexit » (« Left exit », sortie à gauche), menée par le petit Parti communiste, les deux principales organisations d’extrême gauche et quelques forces syndicales, dont le très combatif RMT, le syndicat des transports. Ce qu’ils ont dit dans leur campagne sur l’UE était plutôt juste dans leur critique de celle-ci. Mais ils ont eu tort de ne pas prendre en compte la dynamique de la

campagne : la sortie, quand elle est venue, n'était pas à gauche. Maintenant la campagne est terminée et l'unité des forces de gauche est une nécessité : d'abord pour combattre le racisme et la xénophobie (il y a eu un nombre significatif d'agressions racistes depuis le référendum), mais aussi pour commencer à offrir une perspective de gauche, y compris et surtout à ceux qui ont voté Leave.
Pour conclure, quelques mots rapides sur les effets directement politiques du vote au Royaume-Uni et en Europe, sur lesquels il faut revenir dans un autre article.

La campagne et le résultat ont aggravé la crise politique britannique. Les deux grands partis sont encore plus en crise qu'avant. Le Parti conservateur, déjà divisé, va encore se déchirer dans la bataille pour choisir un nouveau leader d'ici septembre. En plus il semble que ni le camp de Cameron ni celui de ses adversaires, Boris Johnson en tête, n'a un plan pour l'après-Brexit. Dans le Parti travailliste, on assiste à la tentative la plus sérieuse de la droite pour déboulonner Corbyn, peut-être dans la perspective d'élections législatives anticipées, donc bien avant 2020.

Au niveau de l'Etat, la crise est encore pire. L'Ecosse a voté Remain à 62%. Le gouvernement écossais affirme son attachement à l'Europe, parle d'un deuxième referendum sur l'indépendance, demande des entretiens avec l'UE, multiplie les prises de distance avec Londres. Donc, crise ouverte. En Irlande du Nord, Remain est majoritaire à 56%. Les catholiques (minoritaires, nationalistes irlandais, républicains) semblent avoir voté massivement pour Remain. La majorité des protestants (majoritaires, fortement attachés à l'union avec la Grande-Bretagne) a voté Leave, mais face à une minorité ayant voté Remain suffisamment grande pour permettre une majorité globale. La question de la réunification de l'Irlande revient à l'ordre du jour, même si la perspective est nettement plus éloignée que celle de l'indépendance écossaise.

Les résultats du vote continueront d'avoir des répercussions

politiques et économiques en Europe et au-delà. L’idée que seul le Royaume-Uni ressentira les effets n’est pas sérieuse. C’est dans ce contexte que vont commencer les négociations pour la sortie du Royaume-Uni de l’UE. Ni les échéances, ni les modalités ne sont connues. Et surtout pas l’issue. Revenons à notre point de départ. Le status quo ante du 23 juin convenait au grand capital britannique, surtout financier. La situation actuelle, non. De là à penser que le résultat final des négociations ressemblera plus à l’avant- 23 juin qu’à autre chose, il n’y a qu’un pas … mais un grand pas, car sur cette route il y a trop d’embûches et trop d’incertitudes pour voir clair.